

La police française fait le dos rond

Article rédigé par *Causeur*, le 09 juin 2020

Source [Causeur] Inquiété par les manifestations singeant le mouvement américain “*Black lives matter*”, le président Macron a demandé au gouvernement de se saisir du problème des « violences policières ». Hier, le ministre de l’Intérieur a réclamé une « tolérance zéro » contre le racisme dans la police, et a annoncé la suspension des agents « pour chaque soupçon avéré d’actes ou de propos racistes », et la fin immédiate des contrôles d’identité comme « critère d’évaluation d’activité ». Les gilets jaunes n’avaient pas connu telle mansuétude.

Macron demande au gouvernement des propositions sur la déontologie dans la police... Cela me rappelle quelque chose : n’avait-il pas aussi demandé des propositions urgentes sur les banlieues après avoir vu le film « Les Misérables » ?

Au fond, le job de président n’a pas l’air si compliqué. Lorsqu’un problème devient trop médiatisé, autrefois on créait une commission. Aujourd’hui, on demande des propositions. Que ces propositions aboutissent à quelque chose importe peu. Ce qui compte c’est de faire savoir qu’on fait quelque chose.

Peut-être serait-il utile aussi de demander des propositions au gouvernement pour faire baisser les chiffres de la délinquance, ainsi que des agressions dont sont quotidiennement victimes les forces de l’ordre. Mais il est vrai que la simple évocation de ce problème reste impensable, car un président se doit de rester politiquement correct, c’est la terrible règle de notre époque.

Dans le genre politiquement incorrect risquons-nous à quelques réflexions dont je mesure combien elles sont sacrilèges, mais tant pis :

Au fond n’est-il pas probable que la plupart des victimes de heurts violents avec les forces de l’ordre le sont à l’occasion de faits de délinquance, de délit de fuite, de rébellion voire de manifestations interdites ? Cela n’autorise en rien la police à outrepasser ce que les circonstances autorisent, mais qui peut nier que c’est un risque que prend tout délinquant ? Il peut tomber sur un gendarme ou un policier trop violent. S’il respecte la loi, c’est un risque qui n’existe pas. Mais il est vrai que nous sommes dans un pays où la loi est régulièrement et impunément piétinée, elle le fut encore tout récemment [par des milliers de sans papiers](#) (donc hors la loi), manifestant malgré interdiction et risque sanitaire. Au fait, pourquoi le président n’a-t-il pas demandé des propositions à ce sujet ?

On n’a pas le droit de connaître des statistiques ethniques en ce pays, et en l’occurrence en matière de délinquance. Mais supposons que, d’expérience, et particulièrement dans certains quartiers, les faits qu’ont à constater les forces de l’ordre soient majoritairement attribuables à des personnes « non blanches ». N’est-ce pas ce qui pourrait en partie expliquer que ces personnes soient plus souvent victimes de violence policière (légitime ou non), pour des raisons purement statistiques et non pas raciales ? Et par ailleurs, cette même prévalence statistique ne peut-elle pas constituer un aiguillon puissant pour des comportements ou des discours racistes, chez certains policiers prédisposés à cette interprétation du monde ?

Retrouvez l’intégralité de l’article [en cliquant ici](#)